



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

- - - - -

**Séance publique extraordinaire du
21/05/2015**

- - - - -

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de nous rejoindre pour faire l'appel. Je vais demander à Catherine Dardé de bien vouloir me rejoindre à la tribune.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel.

Mademoiselle BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons délibérer.

Je vais vous donner une petite information pour débiter ce Conseil. Le prochain Conseil de Métropole se tiendra le jeudi 28 mai à 17 heures.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Le Conseil de ce jour, et je vous remercie d'être présents, porte sur deux affaires. L'approbation de l'ordre du jour et une seule affaire qui concerne le Contrat de plan Etat Région 2015-2020. Avez-vous des observations à formuler sur l'ordre du jour ?

Je le mets aux voix. Contre ? Abstention ? Il est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

Madame BOUALLAGA

Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président, bonjour. Quand je suis arrivée dans cette salle, je me suis retrouvée logée à côté du FN, à côté du parti socialiste. J'ai beaucoup de respect pour vous, Madame France Jamet, peut-être plus que d'autres personnes, Monsieur Moure également, mais ici n'est pas ma place. Aussi j'ai pris la liberté de changer de place, car, Monsieur le Président, je vous rappelle que j'ai été élue sur une liste citoyenne, je ne changerai pas de place, je reste où je suis, là où j'ai été élue, là est ma place. Donc, je vous remercie de bien vouloir respecter la place que les citoyens m'ont donnée.

Monsieur le Président

C'est d'accord.

Madame BOUALLAGA

Merci.

Monsieur le Président

Vous êtes très bien là. Et moi, je préférerais vous y voir tout le temps, vous le savez bien. Le problème, c'est qu'il y a des fonctionnements incompatibles avec les groupes.

Madame BOUALLAGA

La communication, ce n'est pas que par les médias, il faut aussi communiquer avec ses adjoints. Pendant un an, je vous ai demandé un rendez-vous, vous ne m'avez pas reçu.

Monsieur le Président

Madame Bouallaga, ne mêlez pas les affaires de la ville de Montpellier à la Métropole. Mais vous savez en quelle estime je vous tiens. Le fonctionnement des élections est ce qu'il est et les comportements des groupes sont ce qu'ils sont. Et on ne peut pas aller contre ses collègues de façon permanente, c'est tout. Mais à titre personnel, je vous apprécie beaucoup.

L'ordre du jour était approuvé, nous pouvons débiter ce Conseil.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2015-2020 - ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n°2 est la première et la seule affaire de l'ordre du jour. Et un grand merci à vous d'être présents puisque nous vous avons convoqué un peu en hâte, mais selon les procédures légales cependant. J'ai vu que certains Conseillers métropolitains s'étonnaient de la convocation, les règles ont été parfaitement respectées, cinq jours francs à partir du moment où la convocation est envoyée par lettre recommandée. Et nous possédons, pour ceux qui le contesteraient, l'ensemble des accusés de réception et la Poste en fait foi. Ainsi, ce Conseil, nous l'avons voulu à cette date précise parce que demain, au Conseil régional, se vote l'approbation du Contrat de plan Etat Région du CPER. La loi MAPTAM demande à ce que les Métropoles soient liées à la discussion du Contrat de plan Etat Région. Ce Contrat de plan Etat Région valide un certain nombre d'investissements, dans plusieurs domaines, des années 2015 jusqu'à 2020.

Les politiques publiques qui en découlent portent sur cinq priorités qui sont les compétences liées de l'Etat et des Régions. Je vais essayer d'être clair, mais c'est un sujet un peu techno et complexe. Donc, vous me pardonneriez et vous aurez la possibilité, bien sûr, d'interroger après l'exposé que je vais tenter de réaliser.

Donc, cinq priorités que sont la mobilité multimodale, l'enseignement supérieur – ce sont les compétences qui sont partagées Etat Région – les filières d'avenir et du futur, les infrastructures et usages du numérique, la transition écologique et énergétique. Il y a quatre objectifs transversaux qui sont l'emploi, la formation et la jeunesse, l'agriculture, la culture et un volet territorial qui concerne, par le biais de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole. Cinq priorités et quatre objectifs transversaux, c'est cela le Contrat de plan Etat Région 2015-2020.

Je vais donc intégrer maintenant les orientations politiques de la Métropole au travers de ce Contrat de plan puisque la loi nous permet de le faire et oblige à la fois l'Etat et la Région à discuter avec nous pour ce qui est du volet territorial, mais aussi des actions communes menées au travers des compétences liées Etat Région. Les sept piliers de la Métropole s'intègrent parfaitement dans les cinq orientations politiques et les quatre objectifs transversaux que je viens de vous citer. Je les rappelle brièvement : la santé, le numérique, la mobilité, le tourisme, l'agro-écologie alimentation, l'enseignement supérieur et la culture et la citoyenneté comme vecteur de développement social, au travers notamment de la politique de la ville.

Ce que l'on propose dans le volet territorial de la Métropole et pour lequel la Métropole est maître d'ouvrage et qui est éligible au Contrat de plan Etat Région, ça s'appelle le volet territorial. Voici quelques-uns des projets qui ont été intégrés dans le Contrat de plan Etat Région au travers des compétences des deux institutions. Et ce que je vais vous décrire maintenant est acquis et ce n'est pas le volet territorial, c'est le Contrat de plan Etat Région où l'Etat et la Région sont maîtres d'ouvrage sur des projets intéressants la Métropole.

Concernant la mobilité, les contournements Est et Ouest de Montpellier sont actés. De même que le giratoire et le contournement Est bénéficient d'un traitement hors CPER que je vous indiquerai à la fin de mon propos. Et pour simplifier le débat, on va dire que le contournement Ouest est acté. La déviation de Castries, le giratoire de Saint-Brès, ainsi que la RN113 font partie du Contrat de plan Etat Région. Au niveau des transports ferroviaires et du TGV, la LNMP, c'est-à-dire la grande vitesse Montpellier-Perpignan, est intégrée dans le Contrat de plan Etat Région. De même que le contournement Nîmes-Montpellier et la gare de la Mogère. Ça, c'est le volet mobilité.

Sur le volet enseignement supérieur et recherche, la Métropole pouvait ne pas participer au Contrat de plan Etat Région, elle n'a pas la compétence enseignement supérieur si on ne le décide pas. Nous l'avons décidé et nous avons décidé de soutenir l'enseignement supérieur – et pour cause, Montpellier, ville universitaire, recherche, tout ce qui concerne les universités – à hauteur de 15 millions d'euros. Ces 15 millions d'euros

seront fléchés sur l'immobilier, sur le logement étudiant et sur la recherche et l'innovation.

Dans le cadre du numérique, la desserte en très haut débit des équipements métropolitains, la lutte contre les zones blanches est intégrée dans le Contrat de plan Etat Région.

Sur le volet transition énergétique et dans le cadre de l'Ecocité, les énergies renouvelables sont présentes dans le CPER, ainsi que la prévention des inondations. Avec le chantier sur le Lez, le traitement de l'étang de l'Or. Et vous pouvez rajouter, parce que ça a été oublié dans le rapport, le traitement de la Mosson. Le Lez, l'étang de l'Or et la Mosson. Ça, c'est acquis, c'est dans le Contrat de plan Etat Région.

Ce qui est acquis dans le Contrat de plan Etat Région concernant la culture et le patrimoine, c'est uniquement le château de Castries.

Et concernant la compétence 'littoral', est intégrée la protection de la plage et la protection du cordon lagunaire.

Voilà ainsi fléchés les grands investissements et les grandes actions qui relèvent du Contrat de plan Etat Région *stricto sensu*, Etat et Région. Et ce que je viens de vous décrire concerne aussi la Métropole puisqu'un certain nombre d'actions sont validées sur le territoire de la Métropole.

Après vient un volet territorial. Je le rappelle, ce volet territorial a pour maître d'ouvrage la Métropole. Ce sont les actions que nous proposons parce qu'elles sont éligibles au Contrat de plan Etat Région. Elles sont évaluées à 60 millions d'euros. 30 millions d'euros à la charge de la Région et 7,7 millions d'euros à la charge de l'Etat, Etat qui a donné un accord favorable sur ces 7,7 millions d'euros du volet territorial. Nous n'avons pas de réponse à ce jour, mais ce sera voté demain, à la Région. L'ensemble des demandes qui concernent ce volet territorial, et qui sont intégrées dans les cinq orientations du Contrat de plan Etat Région et au travers des quatre objectifs transversaux, sont les suivantes. Je vous ai fléché les plus importants :

- la Cité intelligente
- le projet Montpellier Capitale santé
- l'hôtel du numérique
- la modernisation du MIN, Marché d'intérêt national
- le pôle autonomie santé de Lattes
- le Conservatoire à rayonnement régional
- le Centre d'art contemporain
- le site archéologique de Murviel et le site de Lattara
- la médiathèque de Castelnau
- le zoo de Lunaret.
- le parc Gérard Bruyère à Baillargues
- la piscine Héraclès de Saint-Brès
- la plate-forme santé du CHRU
- le Contrat de ville s'adressant aux douze quartiers prioritaires de Montpellier évalué à 7 millions d'euros

Hors contrat, a été acté, par la Région, le Département et la Métropole, le contournement Est d'une valeur de 45 millions d'euros et réparti de la façon suivante : 15 millions pour la Métropole, 15 millions pour la Région et 15 millions pour le Département de l'Hérault.

Tout ce que je vous dis là a été acté en préfecture au cours de plusieurs réunions de travail. La ligne 4 pour laquelle nous n'avons pas de financement régional et la Ligne 5 de TCSP, puisqu'il faudra reprendre certains segments et que le tout tramway n'est peut-être pas la meilleure solution, pourrait avoir un financement de la Région à hauteur de 30 millions d'euros. Le total du volet territorial est estimé à 60 millions d'euros.

Je reprends en espérant être encore plus clair. Deux parties dans le Contrat de plan Etat Région. Une partie dont la maîtrise d'ouvrage est Etat et Région, au travers des quatre objectifs transversaux et des cinq thématiques et un volet territorial qui est adossé, de par la loi, au Contrat de plan Etat Région évalué à 60 millions d'euros. Voilà quelle est la situation.

Je souhaitais donc que nous ayons un débat sur ce point puisque tous les projets que je vous ai indiqués ont été discutés, pendant l'année qui vient de s'écouler, ont été travaillés par les services de la Métropole, par les Vice-Présidents, par les Maires et demandent à ce qu'il y ait un financement nourri pour pouvoir se réaliser.

Sur l'ensemble du dispositif des années 2015 à 2020, l'Etat accepte un investissement de 127 millions d'euros, la Région 133 millions d'euros, le Département 17 millions d'euros. Mais sachez que le Département ne fait pas partie, de par la loi MAPTAM, il est simplement associé, donc son financement est logique. Et la Métropole 180 millions d'euros, c'est normal, ça la concerne, c'est elle qui finance davantage. Le volet territorial sur lequel nous nous exprimons, avant le vote régional, c'est pour dire au Président de la Région, c'est bien de soutenir Montpellier. Et je suis sensible aux propos qu'il a tenus ce matin même dans Midi Libre pour soutenir la Métropole et je suis heureux qu'enfin il soit venu sur les propos que je tiens déjà depuis six mois. Mais tout ça, ce sont des mots, des phrases, du verbe, moi, j'ai besoin de concret.

Et le concret, c'est d'abord d'équilibrer le territoire en termes d'implantation des pouvoirs, disposer tous les préfigureurs – Préfet, DRAC, ARS, Pôle emploi et bien d'autres – et choisir ceux de Midi-Pyrénées sans aucun préfigureur issu de Languedoc-Roussillon. Lorsque l'on sait que la capitale fléchée par le gouvernement sera Toulouse, cela me paraît faire beaucoup dans la balance. Ainsi, je ne comprendrais pas, puisqu'il soutient la Métropole, que le volet territorial ne soit pas financé par la Région au travers du Contrat de plan Etat Région, puisque l'Etat y participe et a dit qu'il y participerait. On peut soutenir de différentes façons, en sautant tout seul sur sa chaise et en disant « je soutiens, je soutiens, je soutiens ». Oui, mais la soutenir par des contrats, par des engagements, par des délibérations, c'est quand même mieux pour les citoyens dont nous avons la charge. D'autant, et je vous rappelle le calendrier, que le Conseil des ministres de juin validera l'implantation des préfigureurs pour le mois de juillet. D'autant que l'administration de la future grande Région, aux dires de Madame Delga ce matin, devrait se trouver à Toulouse. Madame Delga ayant eu la phrase magique, « il ne faut pas répéter ici ce qui se passe entre Strasbourg et Bruxelles ». C'est-à-dire le pouvoir politique dans une ville et la réunion de l'assemblée dans l'autre. Alors, elle condamne cette méthode et approuverait que l'administration centrale de la Région soit à Toulouse et une petite réunion à Montpellier ? Moi, je suis pragmatique.

Je rappelle que les préfigureurs seront désignés de façon définitive, comme d'ailleurs le siège de la Capitale régionale, après les élections régionales 2016. Il est donc fondamental que nous puissions voter un volet territorial avant les élections régionales pour graver dans le marbre les besoins en investissement de la Métropole. C'est pour cela que j'ai choisi cette date. Je vous rappelle aussi que dans le cadre de la loi NOTRe, qui est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, il est écrit dans l'article que pour désigner l'implantation du Conseil régional, il faut réunir trois cinquièmes des élus de la future Assemblée régionale. C'est-à-dire trois cinquièmes des 158 élus. Le troisième tour a donc une sacrée importance. Et les résultats du premier tour en indiqueront la mesure. Il y a donc encore beaucoup d'inconnues dans cette équation, mais les résultats intermédiaires de ce raisonnement mathématique, chaque fois, sont annoncés et mis sur la place publique – qui ne se trouve pas sur la place de la Comédie, mais sur la place du Capitole.

Alors, nous demandons à ce que la Région Languedoc-Roussillon, encore en exercice jusqu'en décembre 2015, s'engage sur des projets importants pour notre Métropole. Et si le Président de Région et l'Assemblée régionale ont à cœur de soutenir la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole, qu'ils le prouvent. Et la façon la plus simple et la plus immédiate de le prouver, c'est de voter le volet territorial. Et la seconde, avant juillet, sera de prouver qu'ils sont capables d'équilibrer les préfigureurs des administrations d'Etat sur les deux Métropoles. Et à ce compte-là, nous pourrions envisager l'idée qu'une répartition équitable des pouvoirs sur l'ensemble du territoire régional pourrait se faire. Mais avant, j'accepte les mots avec plaisir, mais

j'attends les actes.

Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Monsieur Ségura, Madame Danan, Madame Guiraud, Monsieur Moure, Monsieur Jaoul, Madame Jabado, Monsieur Rouilleault, Monsieur Meissonnier, Madame Touzard, Madame Jamet et Monsieur Lévit. Monsieur Ségura a la parole.

Monsieur SEGURA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je suis très heureux de voir inscrit, dans le Contrat de plan Etat Région, le littoral de Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que le cloître de la cathédrale. Seule façade maritime de notre Métropole d'aujourd'hui, grâce à l'eau et au sable, nous allons peut-être joindre les deux autres agglos qui sont Thau Agglomération et l'Etang de l'Or qui elles déjà s'occupent de leurs plages. Par le passé, j'ai mené ce combat pour que l'on s'occupe de cette plage naturelle qui est à Villeneuve-lès-Maguelone, étendue sur neuf kilomètres où se dresse dans son écrin la belle cathédrale de Maguelone, belle comme un bijou qui rayonne dans son écrin. Et sachez que les évêques de Montpellier y ont séjourné. Et je pense que ce Contrat de plan Etat Région est une continuité de l'histoire. Je pense qu'il faut que l'on aille tous dans ce sens. Je ne vais pas répéter ce qu'a dit le Président, il a tout à fait raison, l'avenir aujourd'hui nous appartient, demain, je ne sais pas. En tout cas, la Méditerranée est partie intégrante de Montpellier Méditerranée Métropole et Villeneuve le valait bien.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Ségura. Madame Danan.

Madame DANAN

Monsieur le Président, chers collègues. Tout ceci est tout à fait clair. J'avais juste une petite inquiétude que je souhaitais pointer. Dans les documents du Contrat de plan Etat Région, la santé apparaît, mais à petit niveau, de temps en temps, mais à petit niveau et en tout cas pas à la mesure de votre ambition de faire de Montpellier une ville santé et d'affirmer cette identité santé. Nous avons quand même, en Languedoc-Roussillon, 131 000 salariés en santé avec 15 milliards de chiffre d'affaires, donc c'est important. Il est important de défendre cette identité, vous l'avez vous-mêmes affirmé, donc comment va-t-on s'y prendre pour réinsuffler rapidement des investissements en santé et aller arracher cette identité santé à notre Métropole par rapport à l'électronique de Toulouse ?

Monsieur le Président

Tout à fait, Madame Danan, vous avez parfaitement compris le sujet. Ça fait partie du volet territorial, Montpellier ville santé, Métropole santé qui nous paraissait assez faible dans le Contrat de plan Etat Région et que nous avons largement souligné et conforté au travers du volet territorial. C'est pour ça que ce volet territorial a une importance.

Madame DANAN

Le volet territorial est important bien sûr, mais nous sommes loin des maisons de santé, etc. C'est une affirmation vraiment industrielle de la santé. Je crois donc qu'il est important de travailler là-dessus pour renforcer ce domaine. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame Guiraud.

Madame GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chères collègues. Nous n'avons pas, comme à Villeneuve-lès-Maguelone, une cathédrale dans son écrin, mais un domaine du Terral dans son écrin. Tu sais d'ailleurs peut-être, Noël, qu'il a été la propriété des évêques de Maguelone qui venaient s'y réfugier pour fuir les moustiques. Mais un domaine du Terral qui est plus que millénaire. Comme toi, Noël, je me réjouis de voir que le côté Ouest, la plaine Ouest de Montpellier n'est pas oubliée dans ce Contrat de plan Etat Région avec enfin l'inscription du contournement Ouest de Montpellier, dont j'espère qu'il ne restera pas qu'à l'état d'étude parce que ça

fait déjà plus de 15 ans que ce contournement Ouest de Montpellier est étudié. Il faut vraiment passer dans une phase opérationnelle. Je me permets donc tout de même d'exprimer un peu mes inquiétudes en ce qui concerne ce projet, puisqu'à lui seul il représente entre 180 et 200 millions d'euros. Donc, je reste vigilante sur cette réalisation.

Je tiens à rappeler que la commune de Saint Jean de Védas souhaite être associée, si ce n'est consultée, sur la définition de ce projet qui est important pour nous. Et puis je vais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour m'adresser aux Conseillers départementaux qui ont été récemment élus et pour leur rappeler que la ville de Saint Jean de Védas a un besoin vraiment criant de la déviation de la RD613 vers la nouvelle autoroute, le contournement Sud de Montpellier. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Guiraud. Cette RD est sous la responsabilité essentielle du Département de l'Hérault. Je rappelle que le contournement Est est aussi compétence du Département, mais que nous avons souhaité apporter 15 millions d'euros sur le projet. Là aussi, nous n'étions pas obligés de venir. Mais c'est fondamental de pouvoir faire fonctionner l'actuelle A9 devenue boulevard urbain lorsque le doublement sera réalisé avec à l'Est le contournement Est et à l'Ouest le contournement Ouest qui lui est déjà plus avancé quant à sa construction. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Mon intervention portera sur le volet de la mobilité et du développement territorial. On vient d'évoquer la situation de l'Ouest, moi je voudrais évoquer un sujet qui est esquissé, mais qui n'est pas précisé dans le détail complet de ce que vous avez fait, l'opération ne s'y retrouve pas. C'est celui qui se rapporte au transfert vers le rail en quelque sorte de la mobilité de nos citoyens et notamment le prolongement de la Ligne 2 vers l'Ouest qui était envisagé avec récupération de l'ancienne ligne de voie ferrée. J'en parle puisque c'est un dossier sur lequel, lors de mon premier mandat de maire en 1987 ou 1989, j'avais réussi à stopper les velléités de la SNCF de brader en quelque sorte les dépendances de cette ligne de voie ferrée puisqu'elle était désaffectée.

Monsieur le Président

Je vous réponds tout de suite, Monsieur Moure. Je n'ai fléchi que les plus emblématiques, il fait partie du CPER ici dans le cadre de l'étoile ferroviaire. Et là-dessus, la Métropole prévoit l'investissement d'un million d'euros.

Monsieur MOURE

Pour les études.

Monsieur le Président

Oui, mais il faut aussi que les autres collectivités nous répondent. Parce que sur ce sujet, il y a d'autres collectivités.

Monsieur MOURE

Nous sommes d'accord. Je ne serai pas long, mais juste une précision parce qu'elle me paraît importante. On évoque différents sujets situés sur tel ou tel point du territoire. Ce qui me paraît évident, au niveau d'un Contrat de plan Etat Région, c'est que l'on ait une vue d'ensemble globale de ce qu'entraîne tel ou tel aménagement, telle ou telle incidence sur telle autre, etc. Là, nous avons un prolongement par la voie ferrée qui permet, en quelque sorte, avec l'extension de la future Ligne 5 vers Lavérune, de capter à peu près l'équivalent de 50 000 personnes. Les 35 000 du canton de Pignan, on peut considérer 10 000 sur le Nord de l'étang de Thau et à peu près 5 à 10 000 sur tout le versant Nord du canton de Frontignan avec Balaruc et Gigan. Là, nous avons en quelque sorte une prise de 50 000 personnes qui n'est pas du tout inutile dans l'évolution de la circulation et l'évolution de la population. Je la mets en combiné avec le deuxième trident que je viens d'évoquer, c'est celui de capter la population centrale et Nord du canton de Pignan avec le tramway qui arrive à Lavérune. Tout ça doit se combiner, mais vous l'avez évoqué, avec le contournement

Ouest. Donc, je précise que le carrefour Geneveau est intégré également au contournement Ouest.

Il y a un autre volet qui concerne ce que l'on appelle la LICOM, le lien intercantonal qui doit desservir la liaison entre Fabrègues, vers Villeneuve-lès-Maguelone avec le réaménagement de la route qui va vers Villeneuve et jusqu'à Saint Georges d'Orques. C'est en quelque sorte la deuxième couronne circulaire qui est à même d'éviter, dans une liaison entre le fer et la route réaménagée, les effets de thrombose que l'on rencontre tous les matins à Saint-Jean-de-Védas, à Juvignac et à Genevaux. Et là, ce n'est pas uniquement pour une opération ciblée sur un point du territoire, c'est tout simplement l'organisation des transports de la partie Ouest. Et Madame Guiraud vient d'évoquer la déviation de la 113 au niveau de Saint Jean de Védas, tout ça est lié. Et si l'on n'évoque pas, au-delà d'études plus qu'approfondies, les premiers investissements – puisque nous étions en train d'acheter la ligne d'extension entre Montpellier et Saint Jean de Védas – je crois qu'il faut éviter de toujours renvoyer. Ce n'est pas ce que vous faites, ça n'est pas ce que je dis, mais l'histoire montre que ce dossier n'a pas suffisamment avancé dans les temps anciens. Nous avons développé sur l'Est, sur le Sud, nous avons laissé un peu trop croupir ce dossier. Moi, je souhaite qu'il soit intégré au Contrat de plan de manière beaucoup plus ciblée et identifiée.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue là-dessus. Je vous propose de modifier la rédaction pour le cibler davantage parce que nous avons évoqué ce sujet avec la SNCF dernièrement, et avec Madame le Maire de Cournonsec, sur les capacités d'achat de l'implantation parcellaire de la ligne.

Monsieur MOURE

C'est le lien bassin de Thau Montpellier.

Monsieur le Président

Monsieur Jaoul.

Monsieur JAOUL

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Monsieur le Président, vous avez décidé de nous réunir aujourd'hui en séance extraordinaire dans le cadre du Contrat de plan Etat Région. Je pense que ce volet territorial est fondamental pour la Métropole et les élus de Montpellier. Dans le projet de délibération qui est soumis au vote des élus métropolitains, il est fait référence au contournement Ouest de Montpellier, mais aussi à la déviation de la RN113 prévue à l'Est de la Métropole et plus précisément à l'Est de la commune de Saint-Brès. C'est sur ce point précis que je voudrais développer mon propos.

L'accessibilité, notamment routière, reste une préoccupation majeure pour le secteur Est du territoire de la Métropole où de nombreuses infrastructures vont être réalisées. Je pense notamment à la piscine métropolitaine Héraclès, je pense aussi au parc multiglisser Gérard Bruyère de Baillargues que vous avez évoqué dans votre rapport. La déviation de la RN113, l'itinéraire définitif n'est, à ce jour, toujours pas arrêté, mais il y a plusieurs tracés à l'étude qui constituent en soi un enjeu majeur pour les communes de l'Est montpelliérain. Cette nouvelle voie permettra une réduction des flux de transit dans les traversées de Baillargues et de Saint-Brès et l'axe historique de la 113 pourra alors bénéficier d'un réaménagement plus favorable aux circulations de proximité en lien notamment avec le pôle d'échange multimodal de Baillargues et le développement urbain de nos communes. Aujourd'hui, vous l'avez constaté, la RN113 est saturée en permanence, sur plusieurs kilomètres, entre les communes de Saint-Brès et de Baillargues, ce qui induit des temps de trajet très importants qui sont souvent augmentés de 30, 45 minutes, voire une heure, pour un bassin de population allant de Saint-Brès, Baillargues, Saint Geniès des Mourgues, Beaulieu, Mudaison, Valergues, Lansargues, Castries, c'est devenu un enfer.

Par ailleurs, pour éviter les embouteillages quotidiens sur la RN113, de très nombreux automobilistes empruntent des chemins de traverse sur la commune de Baillargues, souvent à des vitesses élevées. En plus des nuisances, c'est un véritable danger pour la population. C'est donc une évidence, le dédoublement de l'autoroute A9 ne pourra pas jouer pleinement son rôle si, à l'Est du territoire montpelliérain, nous ne réali-

sons pas cette déviation de la RN113. Cette déviation est aussi une nécessité absolue pour permettre les accès aux échanges multimodaux de Baillargues et ainsi permettre le rabattement du trafic automobile vers le rail.

Tout à l'heure, vous avez également évoqué, dans le Contrat de plan Etat Région, le giratoire qui sera situé sur la commune de Saint-Brès. Moi, aujourd'hui, je suis heureux de constater que c'est inscrit dans le Contrat de plan Etat Région puisqu'il y a très exactement un an, dans cette Assemblée, j'avais lancé un message très fort à Monsieur le Préfet, dans lequel je disais que j'arrêterais de délivrer des permis de construire sur la commune de Saint-Brès si ce giratoire n'était pas réalisé. Parce que j'avais eu le malheur, en tant que premier magistrat de la commune de Saint-Brès, de constater en deux années huit décès à la hauteur de ce carrefour. Donc, aujourd'hui, ce giratoire est inscrit dans le Contrat de plan Etat Région et j'en suis très heureux. Maintenant, il faut aller encore plus loin avec ce projet de déviation de la RN113.

Je crois que l'urbanisme et l'aménagement de notre territoire à travers l'amélioration des réseaux routiers constituent deux responsabilités majeures d'une structure intercommunale comme la nôtre, mais il faut que la Région aille plus loin. Vous l'avez évoqué tout à l'heure, vous êtes inquiet pour l'avenir avec le partage des compétences dans le cadre de la fusion des deux Régions. Je vous le dis, vous avez raison d'être inquiet, vous avez raison de mettre la pression et vous avez raison d'être très vigilant. Aujourd'hui qu'est-ce que l'on entend ? Nous entendons des promesses de candidats aux élections régionales, c'est bien ce qu'il faut se mettre dans la tête. Nous voyons des parlementaires qui assistent à des réunions politiques dans le cadre des élections régionales, mais il faut aller plus loin, comme vous le faites aujourd'hui. Il faut des contrats, il faut des délibérations parce que les promesses rendent les enfants joyeux. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Jaoul. Madame Jabado.

Madame JABADO

Monsieur le Président, chers collègues. Mon ami, René Revol, le Maire de Grabels, ne peut pas être là pour une présentation avec ses grands attributs de grand orateur, donc c'est moi qui vous présente notre vision, ce soir. Avec cette délibération, Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme ses engagements dans le cadre du futur CPER et la nécessité des financements de l'Etat, de la Région sur notre territoire. Bien que cette délibération ne présente qu'un cadre général, comme élus de Grabels, nous voulons pointer quelques éléments de réflexion.

Du fait de la baisse des dotations de l'Etat que subissent les collectivités locales, ces financements sont devenus encore plus nécessaires. Certains projets sont essentiels pour une politique de transition écologique ambitieuse pour contribuer à lutter contre les inégalités sociales qui s'accroissent avec la crise économique et faire face à la forte croissance démographique annoncée. Notons notre satisfaction de l'annonce de l'inscription de l'étude de la Ligne 5 du tramway très attendue par la population. Reste que les discussions actuelles, si l'on peut appeler cela des discussions, confirment ce que nous dénonçons avec cette nouvelle organisation territoriale. Nous assistons à un accroissement de la mise en concurrence des territoires entre eux sous couvert de compétitivité. Les grands bénéficiaires risquent fort d'être ces entreprises qui peuvent ainsi jouer de la concurrence entre collectivités, venir profiter des avantages fournis et faire ensuite un chantage à la délocalisation.

Quant à la mise en place de cette grande Région censée moderniser les institutions et réaliser des économies d'échelle. Elle contribue surtout à entériner l'éloignement des lieux de décision des citoyens et renforcer le féodalisme. De plus, si le volet enseignement supérieur réaffirme notre attachement au développement du pôle universitaire montpellierain, il sert surtout au gouvernement actuel à entériner une décentralisation qui rime avec désengagement.

Nous considérons que l'enveloppe affectée à la transition écologique manque d'ambition pour relever les défis du changement climatique. Et concernant le volet transport, nous continuons à contester le choix

d'implanter la nouvelle gare TGV à la Mogère.

En conclusion, parce que nous souhaitons renforcer le contrôle des populations sur les choix d'aménagement, que nous voulons que l'environnement soit une priorité, que la solidarité des territoires l'emporte sur la mise en concurrence généralisée, tout en votant en faveur de cette délibération, nous demeurons quand même vigilants. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jabado. Je partage une partie de vos propos sur tout ce qui concerne la citoyenneté et l'éloignement des citoyens. Si nous demandons, avec Max Lévitte et avec son homologue, François Chollet de la Métropole de Toulouse, qu'il y ait une réflexion très approfondie sur les transports liant les deux villes, c'est parce que nous considérons que la relation Montpellier/Toulouse ne peut se faire que si les citoyens sont capables de se rendre dans l'une et l'autre ville avec des délais de déplacement corrects. C'est-à-dire une heure, 1 heure 30 maximum et pas 2 heures 30 comme aujourd'hui, ce n'est pas acceptable.

La réforme territoriale ne traite pas fondamentalement de ce que nous avons mis en place, c'est-à-dire le Pôle métropolitain. Je crois que nous aurons assuré une trajectoire de la Métropole intelligente dans la réforme territoriale si nous sommes capables de lier avec nous les communautés de communes périurbaines, rurales et hyper rurales. C'est ce que nous essayons de faire et ce que nous avons promis aux électeurs, lors de la campagne électorale, puisqu'avec Max Lévitte, nous avons toujours parlé de Métropole consentie, acceptée, négociée, douce, non dogmatique, non excluante. Et c'est le cas du Pôle métropolitain et c'est son rôle. Il s'agit là d'une instance de concertation uniquement, mais nous étions, il y a deux jours de cela à Florac où nous étions invités par les élus communautaires, à 2 heures 30 de Montpellier. Et je dis simplement au journaliste qui m'avait raillé lors de la dernière réunion du Pôle métropolitain, le 25 mars, que j'avais bien raison de dire que l'on pouvait aller à Florac par l'A750. Parce que faire la corniche des Cévennes en pleine journée, c'est magnifique, mais le soir, à 1 heure du matin, c'est plus facile par l'A750 pour revenir, même si on perd dix minutes. Je m'étais fait un peu allumer, je profite de votre intervention pour remettre les pendules à l'heure. Mais là où je vous rejoins dans l'éloignement des citoyens avec les foyers de décision, c'est qu'une Métropole comme la nôtre ne peut pas se séparer de son grand territoire. Elle a un devoir impérieux de lier aux décisions et par des actions de partenariat et de contractualisation les autres communautés de communes parce que nous avons beaucoup de choses à nous dire et à faire ensemble.

Donc, là-dessus, je partage votre point de vue. Et d'ailleurs, ça répond également à la question des grands groupes économiques qui peuvent être favorisés parce que l'on initie une nouvelle forme de micro-économie locale et régionale par le Pôle métropolitain, surtout sur les piliers de la Métropole. Et notamment le tourisme qui sera le prochain pilier étudié lors de la prochaine réunion du Parlement des territoires qui se fera au château de Castries le 20 juin matin. Monsieur Rouilleault

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. J'ai eu plusieurs fois, professionnellement, à participer à la préparation de Contrat de plan Etat Région à différents titres. Il s'agit d'opérations qui sont particulièrement importantes puisqu'il s'agit à la fois de se concerter sur la stratégie et de cofinancer des priorités, c'est ça l'enjeu. Cette année, pour la première fois, les Métropoles sont associées à cet exercice et donc, il n'y a pas simplement deux signatures, celle de l'Etat et de la Région, mais il y a, à terme, trois signatures avec la signature de la Métropole.

La délibération que vous nous proposez va dans le bon sens, mais il me semble que souvent il y a un certain nombre d'ambiguïtés qu'il faudra pouvoir lever. Par exemple, en ce qui concerne la notion de volet territorial, en page 3 de la délibération nous voyons que Montpellier Méditerranée Métropole propose une somme de 86 millions pour ce volet territorial, à d'autres moments vous avez évoqué un volet territorial à 60 millions. Donc, je pense que l'on ne parlait pas exactement de la même chose dans ce qui est écrit dans la délibération et dans ce que vous dites.

Monsieur le Président

Ce sont les 60 millions qui sont demandés hors accords particuliers, hors convention.

Monsieur ROUILLEAULT

Et le 86 ? Celui qui est une partie des 180 que propose la Métropole, page 3 de la délibération ? Fin de page 2, vous avez mobilité 59 millions et ça continue au début de la page 3 avec, en troisième ligne, 86 millions pour le volet territorial.

Monsieur FINA

Une précision. Quand le Président a annoncé 180 millions d'euros de contribution de la Métropole, sur ces 180 millions d'euros, il y a 86 millions d'euros de participation de la Métropole concernant le volet territorial.

Monsieur ROUILLEAULT

Mais 86, c'est plus que le 60 annoncé par le Président, j'ai donc un petit problème de compréhension.

Monsieur le Président

Mais 60, c'est ce que nous demandons.

Monsieur ROUILLEAULT

C'est ce que nous demandons aux autres ? Pour faire 60 + 86 ?

Monsieur le Président

Oui voilà.

Monsieur ROUILLEAULT

D'accord, c'est clair.

Ma deuxième question, pour continuer dans cette optique-là. Vous nous avez donné un certain nombre d'indications disant que tel projet était acté, tel projet est intégré – et c'est très positif sur tout un certain nombre d'entre eux –, mais le sujet ce n'est pas seulement que ce soit acté ou intégré. C'est évidemment que l'on sache si c'est acté ou intégré à titre d'étude, à titre de cofinancement des réalisations ? Vous nous avez donné quelques indications s'agissant de la Ligne 5 pour la Région, quelques indications sur le contournement Est. Mais il y a des très gros sujets, très lourds, auxquels nous sommes tous très attachés, comme le contournement Ouest qu'évoquait notre ami Jaoul tout à l'heure ou comme bien sûr la LGV qui doit aller vers Perpignan et l'Espagne.

Donc, si je comprends bien, ce que vous nous demandez d'approuver, ce sont les propositions de la Métropole. Et ce que nous n'avons pas encore, c'est finalement le produit final de cette négociation Contrat de plan Etat Région, c'est-à-dire le tableau des cofinancements sur chacun des projets jugés prioritaires, cofinancements de l'Etat, cofinancement de la Région et cofinancement de la Métropole. Est-ce que je ne me trompe pas en disant que ce sont bien les propositions de la Métropole que nous voterons, d'une négociation qui n'est pas encore tout à fait terminée ?

Monsieur FINA

Sur ce qu'a dit le Président tout à l'heure, il y a deux volets. Il y a le volet sur lequel nous avons un accord aujourd'hui sur un certain nombre de projets, ce sont les projets de mobilité qui concernent les grandes infrastructures. Donc, contournement Ouest, ligne TGV, déviation RN113, les projets que le Président a cités. Là-dessus, il y a un accord Région, Métropole, Etat et parfois Département pour ces projets-là avec une clé de financement et des montants qui ont été établis.

Il en est de même sur le volet enseignement supérieur, recherche, innovation où le Président a annoncé 15 millions de contributions de la Métropole, sur des projets en maîtrise d'ouvrage Etat, puisque c'est exclusivement sur le volet université. Et donc, là, nous avons aussi des accords de financement avec des contribu-

tions de l'ensemble des parties en jeu.

Là où nous n'avons aucun accord aujourd'hui, c'est sur le volet territorial et donc les 60 millions d'euros que nous sollicitons auprès du Conseil régional dans le cadre de la signature du Contrat de plan Etat Région sur le volet métropolitain.

Monsieur ROUILLEAULT

Donc, dès que la négociation sera finie, nous sommes tous extrêmement intéressés de voir le tableau des cofinancements projet par projet et la nature du cofinancement étude dans certains cas et réalisation dans d'autres. Merci.

Monsieur FINA

Une précision supplémentaire, c'est qu'en principe, la délibération du Conseil régional de demain devrait intégrer les projets du volet métropolitain. Et à l'heure où on se parle, on ne sait pas.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Moi j'attire votre attention, comme a pu le souligner mon collègue Maire de Saint-Brès, Laurent Jaoul, sur l'importance de figer dans le marbre, si on peut dire, les engagements qui pour le moment ne sont que des promesses. Et notamment par des engagements, comme vous avez pu le souligner, Monsieur le Président, avant la date du mois de juin, mais peut-être pour regarder si ces élus régionaux qui vont être en place jusqu'à la fin de l'année ne pourraient pas, par un budget primitif en octobre, acter un peu plus définitivement ces engagements sur ce volet territorial qui ne semble pas avoir été intégré dans le CPER. Budget primitif, tout le monde peut en faire et je pense que c'est un peu plus déterminant pour justifier du fait que l'on est conscient de l'importance de l'aménagement du territoire, tel que nous le voyons nous Métropole, avec les effets induits que nous avons subis de par des territoires qui ne sont pas des territoires de notre Métropole.

Je prends pour exemple le Pôle d'échange multimodal de Baillargues que je connais bien dans sa première phase, et j'espère que la deuxième phase ne prendra pas trop de retard. Ça, c'est très important de le souligner puisque la première phase connaît un tel succès que le premier parking est saturé et les stationnements se font dans les lotissements voisins pour permettre à des personnes venant d'autres territoires que celui du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole de se rendre à Montpellier et revenir. Je voudrais dire par là que quand nos amis de l'étang de l'Or, à l'époque, ont eu l'outrecuidance de justifier leur SCoT avec un rabattement sur le Pôle d'échange multimodal qui était bien sûr financé par la Région, mais aussi par notre Agglomération à l'époque, ils n'avaient pas un intérêt majeur à financer pour eux ce Pôle d'échange multimodal et surtout la suppression du passage à niveau qui permettait d'une part de se rabattre en toute sécurité sur l'autoroute, mais aussi de se rabattre sur ce Pôle d'échange multimodal. Et c'est là où la Région aurait dû jouer son rôle de chef de file et dire « c'est à nous de faire venir des territoires concernés sur un territoire qui est un territoire métropolitain pour mettre tout le monde autour de la table ».

Je rappelle au passage que sans la mise de 650 000 euros de la part de la ville de Baillargues qui n'avait pas à financer ce genre d'équipements, nous n'aurions pas pu mettre tout le monde autour de la table. Et dieu sait si entre RFF et la SNCF qui à l'époque étaient encore des cousins éloignés, mais des cousins ennemis, avec le Conseil général, avec l'Agglomération, avec la Région, ça a été dur, mais nous y sommes arrivés grâce aux services de la Métropole et à l'intérêt général qui a primé.

Je voudrais donc dire ici que ce volet territorial doit être intégré dans l'intérêt général et surtout pour bien acter, par un budget primitif au niveau de la Région, que je souhaiterais voir avant la fin de l'année, l'intérêt que l'on peut avoir à avoir, comme vous l'avez dit préalablement, des gens qui seront bien éloignés de notre territoire et de la réalité des contraintes que nous allons subir si jamais nous n'y prenons pas garde. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Je donne la parole à Madame Touzard.

Madame TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir. Juste pour relever la question du haut débit et du numérique. Je suis contente de voir que ça apparaît à la fois dans le volet territorial et dans le CPER proprement dit, mais je pense que nous n'avons pas encore pris la mesure du retour sur investissement de ces investissements-là, dans le numérique. On parle par exemple de transition énergétique, eh bien le numérique est un outil formidable de transition énergétique que l'on ne met pas assez en avant à ce niveau-là. Donc, je le mets dans ce volet-là. Si on compare un million d'euros investis dans les réseaux viaires et un million d'euros investis dans le haut débit, je suis sûre que les impacts en termes de développement économique et en termes de lutte contre le réchauffement climatique sont bien plus élevés. J'en suis persuadée.

Je rappelle que toutes les dispositions nationales prises visent normalement à diminuer les fractures numériques, donc en termes d'équité entre territoires. Or, jusqu'à présent, nous allons plutôt vers une augmentation de cette fracture. Même si tout le monde gagne un peu, certains territoires vont vraiment rester dans des situations de fracture accrue.

Et pour reprendre le dernier élément dont vous parliez, en termes de citoyenneté, vous avez parlé des déplacements, mais je pense que le haut débit équitablement réparti sur les territoires sera justement un très fort élément de citoyenneté et de rapprochement. A titre professionnel, je témoigne, Florac est l'une des antennes de Montpellier SupAgro où je travaille. Il faut savoir qu'au sein d'un établissement comme le mien, quand on veut communiquer avec nos collègues de Florac, nous avons beaucoup de mal, nous n'arrivons pas à transmettre nos dossiers. Je suis désolée d'insister, vous savez que c'est quelque chose sur lequel je reviens très souvent, mais je pense que nous n'avons vraiment pas pris la mesure des défis qui nous attendent et du retard que prend la France en général et nos régions en particulier par rapport au reste du développement.

Et j'en profite pour vous remercier d'avoir inscrit l'aménagement du site du Castellans dans le projet territorial, mais le projet du Castellans pourrait être un gros projet s'il est alimenté en haut débit.

Monsieur le Président

Merci, Madame Touzard. Je partage vos propos du début à la fin. Ce sont les demandes de tous les Maires et les Présidents de communautés de communes que je rencontre et que j'ai rencontrés. J'ai rencontré 42 communautés de communes dans le tissu périurbain, rural, hyper rural sur six départements et la première demande, c'est lutter contre la fracture numérique et éliminer les zones blanches. Parce que la citoyenneté, parce que l'équité devant l'information, l'équité devant la culture, l'équité devant tout ce qui peut apporter la citoyenneté et puis le télétravail parce que les entreprises qui souhaitent s'installer à Florac, dans le Minervois, dans les hauts cantons de l'Aude aimeraient bien avoir le haut débit.

Madame TOUZARD

Si je peux me permettre, je prends l'exemple de Murviel parce que c'est le mien, mais c'est pareil dans d'autres communes. J'insiste, des entreprises voudraient s'installer à Murviel par exemple et donc ne pas approvisionner les bouchons sur l'A750 ou en direction de Saint Georges d'Orques, mais aujourd'hui, ils ne le peuvent pas.

Monsieur le Président

Bien sûr. Et c'est un problème récurrent à la fois dans certaines villes et territoires de la Métropole et puis bien entendu sur tous les cantons et territoires périurbains, ruraux et hyper ruraux, nous sommes très en retard, très très en retard. Merci, Madame Touzard. Madame Jamet.

Madame JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues. Boileau disait « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et

les mots pour le dire arrivent ensuite clairement ». Je ne suis pas sûre, au regard de ce rapport que vous nous avez donné et des questions qui fusent de part et d'autre, que ce soit réellement le cas de ce pré-rapport, sur la forme et sur le fond. Je vous ferai l'économie de quelques bonnes petites perles qui seraient façon Lucchini peut-être.

Sur le fond, sur les compétences, le financement, les objectifs, au-delà du flou artistique, on ne peut pas laisser passer, laisser dire et laisser faire ce dans quoi vous êtes en train de nous engager. Quand vous parlez du FEDER ou du FSE, que vous mettez en avant, il faut quand même admettre que tout cela procède d'une politique qui est voulue par Bruxelles. Puisque c'est Bruxelles qui fixe les cibles prioritaires et qui tente ainsi d'imposer une légitimité démocratique qu'elle n'a pas et territoriale que toutes les régions lui ont cédé de bon cœur parce que l'Etat était faible et n'avait pas les moyens et parce que certains barons ont pensé qu'ils avaient tout à y gagner. Alors aujourd'hui, si vous voulez vous réjouir du FEDER, je peux vous dire que normalement, si ces fonds doivent contribuer au développement des entreprises, il faut relativiser. Le FEDER, c'est le deuxième poste budgétaire de l'UE après la PAC, c'est 350 milliards sur six ans. Ça fait 58 milliards divisés sur 27 pays. Vous pouvez donc vous faire une petite idée de ce qui va être saupoudré. Mais c'est vrai que vous, vous avez tendance à préférer subventionner les multinationales américaines et anglo-saxonnes et le Maire de Grabels et Madame Jabado aussi d'ailleurs. Je vous le rappelle, cette concurrence qu'elle dénonce, elle l'engage en subventionnant des multinationales.

D'autre part, le FSE dont la politique n'a jamais eu aucun impact sur le chômage – puisque c'est normalement sa raison première puisque nous en sommes aujourd'hui à plus de 6 millions de chômeurs – a toujours fait preuve d'une gestion des dossiers qui coûte plus cher que le montant des projets, et ça a été relevé par la Cour des comptes. Il y a aussi un principe de corrélation qui est particulièrement dangereux et évidemment, on peut toujours se poser la question : quel est le coût ? Quel est le budget ? Quel est l'impact ? Quels sont les résultats ? Et là, je vous rassure, il n'y a jamais de bilan. Donc, en fait, on saupoudre de l'argent qui, je vous le rappelle, est de l'argent français sans jamais savoir finalement à quoi ça sert. Donc, ça n'est pas une manne et il faut vraiment relativiser.

Sur le CPER, je suis étonnée, je voulais savoir qui l'a lu ? En fait, personne ne l'a lu.

Monsieur le Président

Comment ?

Madame JAMET

Qui a lu le Contrat de plan Etat Région ?

Monsieur le Président

Nous, nous avons eu de nombreuses réunions à la Préfecture avec l'ensemble des documents avec Monsieur le Préfet, avec Monsieur le Président de Région, Damien Alary et avec le Président nouvellement élu du Département, Kleber Mesquida, avec Madame le Recteur et avec l'ensemble des services Préfecture, Métropole, Département et Région.

Madame JAMET

Bravo. Depuis tout à l'heure, vous parlez de la présentation de ce Contrat de plan Etat Région demain, en Assemblée régionale et je tiens à vous dire que nous n'avons eu entre les mains qu'un projet de 108 pages et que demain, le document définitif nous sera présenté avec effectivement ce volet territorial, des précisions qui s'imposent. Et pour répondre à la gentille question de Monsieur Rouilleault.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous qui êtes Conseillère régionale, vous n'avez pas le document définitif la veille du vote ?

Madame JAMET

Non. On nous a avertis en conférence de Président ce matin que nous aurions le document définitif sur nos

bureaux demain matin. Nous aurons cinq minutes de débat et nous n'aurons même pas le temps de la relecture. Donc, je vous trouve bien avantage, mais beaucoup moins que les Conseillers régionaux, en tout cas d'opposition et finalement encore moins que nos Conseillers de Métropole qui n'ont pas lu non plus ce dossier puisqu'ils ne l'ont pas eu entre les mains. Vous dites en plus que ce document que vous nous donnez n'est pas tout à fait complet. Donc, je suis quand même assez réservée sur le principe de se prononcer sur des documents que nous n'avons pas eus en main, que nous n'avons pas eus, qui ne sont pas complets et pour lesquels vous nous demandez de nous prononcer.

La Métropole et son territoire jusqu'à l'Espagne, ce fameux principe que vous avez voulu opposer à cette fusion des régions qui s'est faite à nos corps défendant, en tout cas le nôtre, celui du Front National, puisque je ne suis pas sûre que les batailles aient été rendues, mais nous ne reviendrons pas là-dessus. Concernant les investissements, vous parlez de grandes politiques publiques en page 2, donc les FEDER et les FSE. Je vous rappelle que vous êtes toujours dans le droit fil de l'Europe avec la santé au sens de l'OMS, comme vous dites, et cette fameuse charte que vous nous avez demandé de signer et que nous avons refusé de signer, notamment à Montpellier. Vous avez la mobilité en page 3, vous avez aussi les grandes politiques publiques qui représentent une opportunité significative pour l'économie régionale et notamment en emplois non délocalisables et vous parlez de bâtiments de travaux publics. C'est largement délocalisable, l'Europe a tout prévu pour ça, c'est ce que l'on appelle les travailleurs détachés. Pour le reste, si vous parlez des PME, des artisans, etc., vu qu'ils sont déjà complètement écartés des marchés publics et des subventions que l'on peut éventuellement balancer sur des grosses entreprises, ça ne concernera pas forcément ce qui constitue 80 % de notre tissu économique.

Vous parlez ensuite de la mobilité, parlons-en. Le Pôle d'échange multimodal, nous n'allons pas revenir dessus. Je rassure Monsieur Meissonnier, nous l'avons voté, je l'ai voté systématiquement à la Région. Cependant, la ligne Montpellier/Toulouse, je suis désolée, mais j'ai trouvé que Monsieur Hollande était très évasif. Les premiers rails ne sont pas prêts d'être soudés. D'ailleurs, ils sont tous très évasifs. Parce que je ne sais pas quelle lecture vous avez par rapport aux déclarations de Madame Delga, mais je la trouve très sibylline, on va dire, je ne suis pas rassurée. Sur le prolongement de la Ligne 1, qui est un projet aberrant d'une gare inondable, d'une ligne sans passagers, c'est clair et on vous l'aura dit aussi. Et ensuite, la ligne nouvelle Montpellier/Perpignan avec le contournement complet de Montpellier qui est annoncé et qui n'a jamais été réalisé depuis plusieurs décennies. Et puis le contournement Ouest dont parlait Monsieur Moure du côté de Lavérune, etc., je tiens à vous rappeler que tout ça tient essentiellement à des conflits qui opposaient les barons régionaux de l'époque ou départementaux ou métropolitains. C'était Frêche contre Blanc, contre Saumade. Je ne sais pas quelles sont vos relations aujourd'hui avec Monsieur Mesquida, ça part mal.

Monsieur le Président

Madame Jamet, sur d'autres sujets, nous aurions pu dire ce que vous dites, mais sur le contournement Ouest, ce n'est pas le cas. Sur le contournement Ouest, c'est une compétence du Département qui a toujours été départementale. Le contournement Est, c'était une compétence de l'Etat et l'Etat s'est délesté de ce projet sur le dos du département. Il faut dire la vérité.

Madame JAMET

Vous pinaillez, vous chipotez.

Monsieur le Président

Je ne chipote pas, je dis la vérité.

Madame JAMET

Non, bien sûr, ça n'est pas votre genre. Je ne vous parle pas dans le cadre du Contrat de plan Etat Région, je vous dis que si des infrastructures ont été laissées de côté, c'est essentiellement à cause de chicanes et de conflits entre personnalités politiques régionales.

Monsieur le Président

Non, pas sur le contournement Ouest, c'est à cause des fonds de l'Etat qui ne sont pas arrivés et le fait que le Département ne l'ait pas inscrit dans son plan pluriannuel d'investissements.

Madame JAMET

D'accord, vous n'êtes pas d'accord, on a le droit de ne pas être d'accord. Je continue et je persiste.

Monsieur le Président

Pas sur ce cas.

Madame JAMET

Sur l'enseignement supérieur, encore une fois, je vous l'ai dit, on se substitue à l'Etat, ça n'est pas une bonne chose. La Région tente de le faire, vous tentez de le faire. D'ailleurs, je crois que l'on nous avait vendu la fusion des Régions pour une économie et là je vois que non seulement les économies n'y seront pas, le millefeuille est toujours là. Il va y avoir encore et encore et toujours des financements croisés et nous ne sommes pas au bout de nos peines.

Page 6, « le renforcement et la maturation de l'appareil économique montpelliérain sur les filières d'excellence à forte valeur ajoutée qui est conduit à partir des démarches d'innovations collaboratives ». Je trouve ça génial. Je ne sais pas qui vous rédige ces rapports, mais c'est grand. Sauf que ça et le projet ODE sur lequel vous étiez d'ailleurs un temps, à juste titre, opposé et sur lequel vous revenez, nous pensons qu'il ne fallait pas le maintenir, vous continuez de le maintenir, nous ne sommes pas du tout d'accord avec tout ça.

Comme évidemment, vous me trouvez toujours trop longue, il y aurait bien d'autres choses à dire. Notamment, par exemple, ce que vous proposez pour permettre aux entreprises locales de s'adapter à l'évolution des marchés générés par le dynamisme du développement urbain. Je vous l'ai déjà dit, pour relancer le tissu économique, le développement économique, allégez la fiscalité, entretenez les routes, les infrastructures, etc. et nous y serons.

Demain, j'ai effectivement un grand dossier, nous allons parler du Contrat de plan Etat Région, il y en a tout autant à dire au niveau de la Région. Tout ça pour dire que tout cela nous paraît quand même assez flou. Je ne sais pas dans quoi vous vous êtes embarqué, dans quoi vous nous embarquez. Mais au-delà du fait que vous faites une liste de vos desiderata, qui devraient être nos desiderata et qui peuvent s'entendre, il n'y a aucune certitude. Il y a un recours systématique au financement croisé, ce que nous avons toujours refusé et qui va être totalement obscur et flou, qui fait que tout le monde s'occupe de tout. Et quand tout le monde s'occupe de tout, personne ne s'occupe de rien et on délite la responsabilité politique, ce qui posera aussi des problèmes à un moment ou à un autre. Vous ne donnez pas de chiffres, il n'y a pas de délai. Et si vraiment on pouvait rentrer dans le concret, je dirais que la Métropole est simplement là en train d'essayer de s'immiscer, de s'interposer entre les Régions, entre les Etats. C'est une embrouille généralisée.

La proximité, contrairement à ce que vous disiez dans la presse, mais la proximité dont vous parlez avec la Métropole n'est pas au rendez-vous, c'est tout sauf ça. Le tissu de nos communes, cette identité, cette particularité française, vous avez contribué à l'effacer et à la faire disparaître. Et ça ne sera pas forcément bon ni pour nos identités, ni pour nos territoires, ni pour l'efficacité, ni pour la responsabilité de nos élites, de nos politiques.

Monsieur le Président

Madame Jamet, sur ce sujet, nous sommes la seule Métropole qui a été conquise de façon démocratique par le vote des communes. Chacun a voté en son âme et conscience pour ou contre. Donc, vous ne pouvez pas nous reprocher de ne pas respecter la république des communes, pas à nous.

Madame JAMET

Si. D'ailleurs, pour deux raisons. C'est que comme pour la fusion des Régions, je tiens à le rappeler, la

France a signé, au niveau de l'Europe, une Charte territoriale qui devait l'engager à interroger par référendum tous les territoires qui étaient concernés par un changement de leurs limites et de leurs frontières. Ça n'a pas été fait. Et de la même façon, cela entraine aussi dans le cadre d'une réforme des frontières et des limites territoriales, vous auriez dû interroger non pas nos très chers collègues, mais nos électeurs, nos concitoyens qui auraient peut-être, je crois et je sais, une tout autre lecture de celle que nos édiles ont bien voulu en retirer.

Ceci dit, je continue de dire que sans référendum local, cette Métropole n'est pas légitime.

Monsieur le Président

Je vous arrête sur ce point parce que là nous avons un point d'accord. Moi, je ne suis pas contre l'idée des référendums locaux, ça faisait partie de notre programme. Consulter la population sur des sujets fondamentaux ou bien des sujets qui intéressent l'avenir commun ou des communes ou des intercommunalités, c'est un principe que je ne refuse pas et le référendum n'appartient pas au Front National, je suis désolé.

Madame JAMET

Non, il n'appartient pas au Front National, mais il n'appartient surtout pas à Monsieur Saurel puisqu'il n'a pas soumis à référendum cette décision qu'il a finalement prise de façon unilatérale avec notre assemblée. Mais d'ailleurs de la même façon que Monsieur Da Silva l'a imposée, comme il l'a expliqué très simplement à l'Assemblée nationale, lors du débat à l'issue de cette discussion sur la fusion des Régions : « on ne va pas demander aux gens leur avis, ils vont dire non ». Donc, effectivement, le principe démocratique selon le parti socialiste, et on l'a vu aujourd'hui avec ce décret, avec la réforme des collèges, etc., consiste à demander son avis au peuple quand on est sûr qu'il va dans le même sens. S'il ne va pas dans le même sens, on ne l'interroge surtout pas. D'ailleurs, on l'a vu avec le traité de Lisbonne, bientôt on va pouvoir fêter les 10 ans du non à cette Europe-là que les Français avaient refusé et que l'UMPS leur a imposé. Si vous permettez, je peux continuer, sinon je serai encore plus longue. Donc, la proximité n'est pas au rendez-vous.

Je vais vous éclairer, parce que depuis tout à l'heure, toujours dans le flou sur le fond et sur la forme. CPER, c'est-à-dire Contrat de plan Etat Région Languedoc-Roussillon plus Contrat de plan Etat Région Midi-Pyrénées en décembre, puisque c'est bien de cela dont il s'agit. En décembre, il y a une fusion et il n'y aura plus qu'un, c'est façon Van Damme, 1+1=1. C'est-à-dire qu'en décembre, à partir de janvier, nous aurons un autre Contrat de plan Etat Région. Et comme vous l'avez dit, non seulement ce sera un autre qui devra prendre en considération les desiderata des uns et des autres, mais qui devra aussi prendre en considération les résultats électoraux. Et là, vous n'êtes pas sûr de gagner sur votre petite présidentielle si vous partez. Moi, je pense que le Front National a toutes ses chances et je peux vous dire que nous remettons vraiment en question des pans entiers de ce Contrat de plan Etat Région.

Monsieur le Président

Si quelqu'un que je connais bien y va, ça m'étonnerait que le Front National ait quelques chances.

Madame JAMET

Et vous faites devin en même temps ? En tout cas, je n'ai pas l'impression que vous soyez très performant sur ce côté-là. Je pense moi que, là-dessus, je peux être optimiste.

Monsieur le Président

Ne me tentez pas.

Madame JAMET

Autant je peux être pessimiste, et vous me le reprochez, sur certains dossiers, autant sur ce que l'on a appelé jusqu'à maintenant, je comprends que nous représentons une alternative.

Monsieur le Président

Je comprends que ça vous inquiète.

Madame JAMET

Non, ça ne m'inquiète pas. Ce qui m'inquiète, par contre, c'est l'avenir, si nous n'avons pas la possibilité de le prendre en main.

J'en termine. Tout à l'heure, vous parliez de Montpellier capitale, etc., le Languedoc-Roussillon. Donc, le CPER sera remis en question en décembre, quelle que soit la majorité. Et la Métropole, quand on voit comment Monsieur Alary a soutenu la fusion des Régions, comment il a lutté contre la fusion des Régions, si j'étais vous, je me ferais du souci. D'autre part, je vous le dis, Madame Delga n'a rien promis.

Tout ça pour dire que finalement, c'est une guerre des chefs depuis 30 ans. Parce qu'effectivement, il y a des besoins sur cette Région, mais c'est une guerre des chefs depuis 30 ans qui nous a plombés, qui nous empêcher d'avancer. Il n'y a pas eu de vision, il n'y a pas eu d'anticipation, c'est ce que nous payons aujourd'hui. Je dirais aussi qu'aucune personnalité locale n'a eu une dimension nationale qui nous a finalement permis de peser, comme Juppé a pu le faire et a défendu bec et ongle l'Aquitaine. Nous, nous n'avons pas eu ça. Nous n'avons pas encore ça, peut-être que Monsieur Saurel sera Ministre puisqu'il n'est plus tout à fait Maire à plein-temps.

Monsieur le Président

Mais, dites-moi, Madame Jamet, vous soutenez Alain Juppé maintenant ?

Madame JAMET

Non, je soutiens ma Région.

Monsieur le Président

C'est plus l'UMPS alors.

Madame JAMET

Et je soutiens tous ceux qui la soutiennent. Et je l'avais fait avec Monsieur Bourquin, avec qui j'entretenais des relations parfaitement détestables et que j'ai soutenu jusqu'au bout, parce qu'il s'est battu jusqu'au bout contre cette fusion. Donc, aucune personnalité locale, une guerre de chefs, des responsables politiques qui se sont attachés à défendre leur siège au lieu de l'emploi, au lieu des fonctionnaires, au lieu des territoires, au lieu des services publics et une bataille que je vous ai déjà reproché de ne pas avoir engagée. Ce qui fait que nous n'avons pas été offensifs, ce qui fait qu'aujourd'hui on manque de sérieux vis-à-vis de Paris, ce qui fait qu'aujourd'hui nous ne sommes pas pris au sérieux parce que nous sommes sur la défensive, ce qui est une très mauvaise position stratégiquement parlant. Et qui ne nous donne pas toutes les raisons d'être optimiste et de pouvoir réclamer à cor et à cri et de partir sur un document qui est totalement flou et qui n'aboutira à rien, qui n'est pas chiffré et dont vous ignorez totalement d'ailleurs la prise en compte ou seulement les lignes budgétaires.

Alors, ces effets d'annonce, selon nous, sont périlleux, illusoires. Je dis que l'Union européenne nous embrouille, l'Etat nous embrouille en nous transférant ses compétences qu'elle nous demande de payer avec notre argent. Et vous nous embrouillez, je pense, aujourd'hui avec ce machin que je considère inconsistent, virtuel et décalé. Pour répondre à Monsieur Rouilleault, vous nous demandez d'approuver la programmation prévisionnelle du Contrat de plan Etat Région et notamment le volet territorial. Moi, je ne l'ai pas, je n'ai pas la programmation prévisionnelle du Contrat de plan Etat Région. Vous nous demandez d'autoriser Monsieur le Président à signer le Contrat de plan Etat Région, je ne l'ai pas et aucun de mes collègues ici ne l'a. Je ne signe pas, je ne donne pas un blanc-seing et je ne dis pas amen ni à tout ce que Monsieur le Maire à plein-temps, tout ce que Monsieur le Président de la Métropole et peut-être le futur Ministre ou le futur candidat aux régionales nous demande d'engager. On ne peut pas se plier à ce diktat, à cette imposture et finalement à cet embrouillamini. Je vous l'ai déjà dit la dernière fois, nous ne sommes pas dans le monde des Bisounours, il faut quand même parler de concret. Et je suis étonnée que dans le cadre d'une session extraordinaire nous parlions depuis deux heures sur des documents que nous n'avons pas eus en main, que vous n'avez pas eus en main et que vous allez demander à tout le monde de voter.

Monsieur le Président

Merci pour votre brillante intervention, Madame Jamet. Monsieur Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, mes chers collègues. J'ai écouté avec la plus grande attention l'intervention de Madame Jamet. Mon ami Di Ruggiero et moi avons d'abord été très choqués parce que nous avons lu l'art poétique de Boileau et je souhaiterais, lorsqu'elle le cite, qu'elle ne l'esquinte point, car ça devient une habitude. Le vernis culturel ne résiste pas longtemps au Front National, nous savons pourquoi, je l'invite donc à relire. La semaine précédente, elle avait cru bon de citer un adage latin que tout le monde connaît, malheureusement, elle a fortement abîmé l'accusatif qui est au milieu et qu'elle a oublié. Mais ce n'est pas grave, nous n'allons pas lui en vouloir.

Ce qui est intéressant, c'est toujours ce côté donneur de leçons qui m'exaspère. Le Front National prêche toujours dans le même sens, mais il oublie, à mon avis, de regarder chez lui. Alors, j'ai entendu quelque chose, une stigmatisation de la guerre des chefs. Moi j'aimerais un jour que Madame Jamet stigmatise quelque chose qui est plus grave, beaucoup plus grave pour moi, parce que ça met en cause la famille, c'est-à-dire la guerre entre le père et la fille. Ça, c'est très grave pour les familles chrétiennes et patriotes. Pourquoi jamais ne dites-vous rien à ce sujet ?

Taisez-vous pour le moment, je voudrais m'expliquer. Je vous ai laissé parler et j'ai subi. Vous n'avez éclairé personne, une torpeur insupportable s'est abattue sur nous.

Ensuite, Madame Jamet a parlé de l'argent des Français. Pourquoi ne stigmatise-t-elle pas ses patriotes qui planquent, dans des paradis fiscaux, leur argent et leur or comme au 19^e siècle. Pas un mot, silence, complicité ! Alors, Madame Jamet, ça suffit. Ça suffit, nous sommes là maintenant pour parler de culture. C'est un domaine dans lequel vous n'êtes pas à l'aise puisque votre associé et élu avec vous a cru bon d'aller assister au spectacle de Monsieur Dieudonné dont les propos contre les juifs ont été scandaleux. Ils sont scandaleux, ils sont dans la presse. Et non seulement il y est allé, mais il a pris soin de se faire photographier et de déclarer dans la presse qu'il avait apprécié le spectacle. Alors moi, je n'ai pas apprécié, ici c'est un lieu démocratique dans lequel nous faisons confiance à celui qui est notre Président et depuis longtemps. Donc, j'en ai assez de vous entendre stigmatiser tout et n'importe quoi, vous n'avez aucun effet sur nous, je vous le rappelle.

Alors, je suis là moi aujourd'hui pour parler de culture et j'y reviens parce que c'est un sujet important que vous n'aimez pas parce que les artistes, par définition, sont libres. Et la liberté chez vous n'a pas sa place, nous le savons. Ce plan, bien évidemment, est fondamental.

Monsieur le Président, pouvez-vous demander à Madame Jamet de se taire et de respecter les règles du débat démocratique de base ? Ça suffit.

Monsieur le Président

Chacun s'écoute, Monsieur Travier a raison. Chacun parle à son tour et chacun s'écoute.

Monsieur TRAVIER

Chacun parle à son tour et j'ai le droit de vous répondre, c'est tout. Donc, je disais, Monsieur le Président, que pour nous qui sommes profondément démocrates, la culture occupe, dans nos sociétés, une place fondamentale et j'espère qu'elle va demeurer. La présence de la Région est indispensable. Pourquoi ? Je rappelle quand même que cette Métropole est la deuxième de France sur le plan budgétaire en matière culturelle. Ceci est vérifiable. Il est vrai que Madame Jamet a le temps toute la journée, puisque nous, quand même, nous travaillons. Elle peut vérifier ce que je dis et les chiffres sont accessibles à tous.

Je vous réponds sur le même ton Madame. Vous nous méprisez, je vous réponds, vous ne m'impressionnez pas du tout. Vous êtes une professionnelle de la culture qui cumule trois mandats, occupez-vous de vos af-

faïres.

Donc, je reprends, Monsieur le Président, je disais que cette culture a besoin de l'aide de la Région parce que nous portons des projets qui sont importants. Vous en avez énuméré un certain nombre, je rappelle le château de Castries qui a une action économique, culturelle, touristique importante. Le Conservatoire régional, et vous savez combien les parents sont inquiets et nous demandent notre aide puisque les parents d'élèves nous ont encore écrit hier et je vais m'employer à les rassurer. Il y a ce centre d'art contemporain qui est extrêmement important. Les sites de Lattara et de Murviel. Il y a un projet très important sur Lattara, une mise en réseau avec Murviel. Par conséquent, il faut absolument investir. Et enfin, le site merveilleux de Villeneuve-lès-Maguelone. Donc, je crois que l'aide de la Région et que ce pacte est absolument fondamental.

J'ajoute que la culture, et c'est admis maintenant par tous, impacte l'économie et le tourisme d'une manière capitale. Chacun le sait, il faut donc que nous ayons davantage de moyens et surtout que les projets que nous portons aient, le plus souvent possible, n'en déplaise à certains, une dimension européenne pour s'inscrire dans des partenariats et des circuits qui dépassent la Métropole, atteignent la Région et au-delà. L'Espagne l'a compris, la Catalogne l'a montré en matière de protection du patrimoine profondément inclus avec l'économie et le tourisme.

Donc, je souhaite et je voterai ce que vous nous demandez de voter aujourd'hui sans aucune réserve, car je suis convaincu de l'intérêt et de la nécessité de participer à ce plan. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Pour bien faire comprendre à nos collègues de quoi il s'agit sur la liste des projets que vous avez énumérés, sur toute la liste, seul le château de Castries est financé par le Contrat de plan Etat Région. Cela veut dire que le Conservatoire régional, les sites de Murviel et de Lattara, le centre d'art contemporain, Villeneuve-lès-Maguelone y échappent. C'est pour ça que nous les avons rassemblés dans le volet territorial qui peut être annexé au Contrat de plan Etat Région, d'où son importance. Max Lévit.

Monsieur LEVITA

Le Contrat de plan est un document très important, d'autres intervenants l'ont dit avant moi. C'est un document important parce qu'il porte sur l'avenir, sur la période 2015-2020. C'est un document qui permet de mettre d'accord sur un certain nombre d'acteurs parmi lesquels l'Etat, la Région et éventuellement les Métropoles, les Communautés d'Agglomération, etc. C'est un document important parce qu'il engage l'avenir et il est important pour nous tous puisque nous avons en charge, pour partie, cet avenir et en particulier pour moi, Vice-Président aux finances.

Aujourd'hui, c'est vrai que nous sommes dans une situation un peu confuse parce que la Région Languedoc-Roussillon va signer cet accord, au 31 décembre, elle disparaît. On peut donc imaginer que les deux rapports seront ensuite fondés. Un point qu'a évoqué notre collègue, Jean-Luc Meissonnier, « est-ce que la région Languedoc-Roussillon peut signer un budget primitif à la fin de l'année 2015 pour l'année 2016 ? » Ça me paraît être un problème assez important, j'en doute, je crois qu'elle ne pourra pas le signer. Pour que les choses soient claires, puisque Madame Jamet semble ne lire dans les rapports que ce qui l'intéresse. C'est clair, pour l'instant, l'Etat s'engage à hauteur de 450 millions et la Région s'engage à hauteur de 566 millions. Il y a un certain nombre d'opérations que le Président vous a présenté et sur ces opérations-là, la Métropole est d'accord pour apporter 180 millions, 179 733 185 euros exactement, c'est écrit dans le rapport. Donc, ça, c'est la première partie de ce que l'on nous demande de voter ce soir.

Reste que notre demande à nous, Métropole, c'est d'ajouter ce petit addendum à ce contrat. Nous demandons d'ajouter 60 millions à hauteur de 30 millions pour la Région, 7,7 millions pour l'Etat et 22,3 millions pour la Métropole, pour des opérations qui sont ici annoncées. Et donc, là, en quelque sorte, les deux choses vont ensemble. On vote le premier si l'on nous donne le second. Donc, c'est pour ça qu'il y a un paquet cadeau qui est présenté à la Région. On dit à la Région, « on est d'accord pour le premier si vous signez et si

vous nous donnez ce que nous demandons, les 30 millions pour le volet territorial ». Donc, ça, ça n'est pas acquis, Madame Jamet. Comme vous êtes Conseillère régionale, c'est ça que l'on vous demande de défendre demain et pas de nous faire des discours sur l'Europe. L'Europe, c'est passé, les Européennes ont eu lieu, c'est fini, on attendra 5 ans pour avoir les prochaines. Là, pour le moment, le Contrat de plan, il faut qu'on le signe. Et donc, dans ce cadre-là, il est important que la place de la Métropole soit reconnue à l'intérieur de ce Contrat de plan. Et on peut dire que, jusqu'à maintenant, elle ne l'est pas tellement. Et c'est un problème qui est un problème national. C'est sûr que la loi NOTRe qui est en cours de discussion est en train d'hésiter considérablement, la situation est confuse, entre la part des régions qui demandent à être chef de file et qui donc ne veulent pas des Métropoles. Il faut le dire clairement et ça n'est pas une situation uniquement « Languedoco-Pyrénéenne », c'est une situation nationale. Donc, là, il s'agit de peser de tout notre poids et c'est ce que nous vous demandons ce soir, mes chers collègues, c'est en fait de demander de soutenir la position de la Métropole qui demande à être entendue. C'est la première fois qu'on le demande, il y aura une deuxième fois, une troisième fois et une quatrième fois.

Je crois effectivement que ce qui est en jeu, c'est la place de la Métropole au sein de la Région et c'est assez inquiétant de voir que, en Languedoc-Roussillon, la Métropole n'est finalement pas entendue au niveau où nous l'espérions. D'où nos inquiétudes quant à être entendus demain au niveau d'une plus grande Région.

Comme vous avez cité Madame Delga, j'ai lu son interview et je dois dire qu'il y a tout et le contraire de tout dans cette interview. Parce qu'elle dit dans un premier temps « d'accord pour que la Préfecture de Région soit à Toulouse, mais tout le reste et les élus seront à Montpellier. « Mais bien sûr, il n'est pas possible que pour les domaines importants on ne soit pas à Toulouse ». Qu'est un domaine important ? C'est tout qui sera important ou alors, ça n'est pas la peine de faire une grande Région. Donc, sa déclaration est confuse et dans laquelle il n'y a pas le soutien que l'on pourrait attendre quant à une répartition intelligente, efficace entre Toulouse et Montpellier pour assurer le développement de la future grande Région. Vous n'avez jamais caché votre soutien à la création de cette grande Région, Monsieur le Président, encore faudrait-il maintenant qu'elle fonctionne d'une manière satisfaisante. Mais pas satisfaisante pour votre ego, parce que je pense que vous n'y attachez pas une grande importance, mais pour l'avenir non seulement de la Métropole, mais de la Région Languedoc-Roussillon et aussi de la très grande Métropole. C'est ce qui est en jeu ce soir dans le vote qui vous est soumis, mes chers collègues. Oui au Contrat Etat Région à condition que notre demande sur le volet territorial soit entendue. Si elle n'est pas entendue, ça nous mettrait dans une situation effectivement extrêmement compliquée. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Lévit. Donc, je rappelle, pour la clarté des choses, que le volet territorial contient 30 millions d'euros sur les projets et 30 millions d'euros liés aux Lignes 4 et 5 de TSP, c'est-à-dire transport en site propre. Avec un contrat à part qui est celui du contournement Est sur lequel il y a déjà eu un accord entre le Département, la Région et la Métropole, à 15 millions d'euros pour chacun des partenaires, pour un total de 45 millions d'euros.

Donc, ce que nous demandons au Conseil régional Languedoc-Roussillon, c'est de voter les 60 millions d'euros sur le volet métropolitain du Contrat de plan Etat Région pour accompagner les projets de la Métropole. Et l'instant est grave parce que c'est finalement le dernier Contrat de plan Etat Région dans la forme régionale actuelle et donc il ne faut pas se rater. Et la Métropole a besoin d'être considérée, certes dans le verbe, mais surtout dans les actes.

Je mets aux voix la délibération concernant le Contrat de plan Etat Région et son volet territorial. Qui est contre ? 1 contre. Qui s'abstient ?

Mes chers collègues, je vous remercie, à l'unanimité moins une. Je vous souhaite une excellente soirée et merci de votre présence.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.